



828

BANQUE MONDIALE
Bureau régional (Sénégal, Cap-Vert, Gambie, Guinée-Bissau, Niger)

le 29 juin 2005

Son Excellence Monsieur Abdoulaye Diop
Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie et des Finances
Dakar, Sénégal

Objet : Transmission du rapport « Sénégal : Gestion des Risques dans le Milieu Rural : Une Revue Multi-Sectorielle des Initiatives en Matière de Réduction de la Vulnérabilité »

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le rapport « Sénégal : Gestion des Risques dans le Milieu Rural : Une Revue Multi-Sectorielle des Initiatives en Matière de Réduction de la Vulnérabilité ». Le rapport a été réalisé par une équipe pluridisciplinaire de la Banque mondiale en concertation avec les services de l'Etat impliqués dans les programmes et projets pour améliorer le cadre de vie des groupes vulnérables dans le monde rural.

L'objectif principal de cette étude est de fournir un support analytique dans la conception et la mise en œuvre de politiques de réduction de la vulnérabilité des populations en milieu rural.

La présente étude fera partie des discussions techniques sur la composante « Groupes Vulnérables » du Crédit d'Appui à la Réduction de la Pauvreté (CSR) coordonnée par la Cellule de Suivi du Programme de Lutte Contre la Pauvreté du Ministère des Finances. L'étude a pour but de contribuer à l'élaboration d'une stratégie nationale de protection sociale et aux révisions en cours de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté et, plus particulièrement, à informer les politiques et les programmes dans les zones rurales. Le centrage particulier sur les zones rurales et les segments les plus pauvres de la société aidera à rétablir certains déséquilibres actuels observés dans les stratégies sectorielles, car c'est à l'intérieur du pays où il sera le plus difficile d'atteindre les OMD.

L'étude répondra aux questions clés suivantes :

- (a) Quels sont les principaux risques et chocs auxquels sont confrontés les ménages ruraux ?
- (b) Quelles sont les principales caractéristiques des groupes vulnérables ?
- (c) Quelles sont les stratégies actuelles des ménages ruraux contre le risque pour prévenir, atténuer et/ou s'adapter à la vulnérabilité et à la variabilité de leurs revenus ?

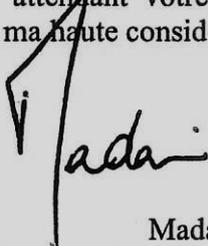
- (d) Quels sont les stratégies et les niveaux actuels des initiatives du Gouvernement pour réduire les vulnérabilités rurales : portée, couverture, ciblage et efficacité des programmes ?
- (e) Et quelles réformes politiques ou dépenses publiques devraient, en priorité, le mieux améliorer la résistance aux risques, tant en empêchant les populations rurales de tomber (davantage) dans la pauvreté en période de crise qu'en les aidant à y échapper sur le long terme ?

A la suite d'une section introductive, le Chapitre 2 élabore un profil de la vulnérabilité rurale. Le Chapitre 3 passe en revue les instruments de gestion des risques informels qui sont basés sur le marché utilisé par les ménages ruraux. Le Chapitre 4 examine la réponse du secteur public à la vulnérabilité du monde rural, y compris une analyse des programmes et des dépenses clés destinés à assister les ménages ruraux dans les domaines de l'agriculture et de l'élevage, l'éducation, la santé, le développement social, les infrastructures, le micro-crédit et les assurances. Le Chapitre 5 conclut avec une série de recommandations visant à réduire et à mieux gérer la vulnérabilité du monde rural et, partant, à assurer une plus grande pérennité à la réduction de la pauvreté.

Avant de distribuer le rapport à une audience plus large, nous invitons le Gouvernement à partager avec nous vos commentaires sur l'étude. Pour permettre de finaliser le rapport et le disséminer aussitôt que possible pour mieux appuyer l'élaboration de la stratégie nationale de la protection sociale, nous vous remercions d'avance ainsi que vos services techniques concernés de bien vouloir nous transmettre vos commentaires à l'attention de Mme Julie Van Domelen, Spécialiste principale en protection sociale et responsable pour l'étude, au Bureau de la Banque mondiale à Dakar (jvandomelen@worldbank.org) avant le 20 juillet 2005 si possible.

Par ailleurs nous souhaiterions programmer un atelier de restitution de l'étude avant la fin du mois de juillet 2005. Vu l'importance du thème et sa multi-sectorialité, nous souhaiterions, si votre calendrier le permet, vous inviter à co-présider le lancement de cette importante étude, le mercredi 20 juillet 2005 ou à toute autre date qui vous conviendrait.

En vous remerciant pour l'étroite collaboration entre vos services et l'équipe de la Banque mondiale et en attendant votre réponse, je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma haute considération.


Madani M. Tall
Directeur des Opérations pour le Sénégal
Région Afrique



Pièce jointe : Résumé (en français)

Version française

Version anglaise

Ampliations :

- Son Excellence Habib Sy, Ministre d'Etat, Ministre de l'Agriculture et de l'Hydraulique
- Son Excellence Aida Mbodj, Ministre de la Femme, de la Famille et du Développement Social
- Son Excellence Souleymane Ndéné Ndiaye, Ministre du Travail, de l'Emploi et des Organisations Professionnelles,
- Son Excellence Farba Senghor, Ministre de la Solidarité Nationale
- Son Excellence Abdou Fall, Ministre de la Santé et de la Prévention Médicale
- Son Excellence Monsieur Moustapha Sourang, Ministre de l'Education
- Son Excellence Alioune Sow, Ministre de la Jeunesse
- Monsieur Thierno Niane, Coordinateur de la Cellule de Suivi du Programme de Lutte Contre la Pauvreté
- Monsieur Paulo Gomes, Administrateur pour le Sénégal, Banque mondiale

Gestion des risques en milieu rural au Sénégal : revue multisectorielle des initiatives en matière de réduction de la vulnérabilité

RESUME

Cette étude a pour principal objectif d'apporter un soutien analytique au Gouvernement du Sénégal dans la conception et la mise en œuvre de politiques visant à réduire la vulnérabilité des pauvres en milieu rural. En dépit d'une croissance économique relativement robuste depuis le milieu des années quatre-vingt-dix, le développement des zones rurales du Sénégal continue de prendre du retard, entravé par des vulnérabilités structurelles, un accès inéquitable aux services publics et privés et un éventail limité de stratégies pour prévenir, atténuer et faire face aux risques menaçant les ménages ruraux.

Bien que la croissance économique ait, dans les dernières années, réduit la pauvreté au Sénégal, ces gains ont été moindres pour les populations rurales représentant 6 millions sur leur population totale de 10 millions d'habitants. L'économie rurale demeure essentiellement agraire et soixante cinq pour cent de la population rurale est au-dessous du seuil de pauvreté. Les ménages ruraux plus avantagés sont soit moins dépendants de l'agriculture dans la mesure où ils travaillent pour le secteur public ou engagés dans des services ou le commerce, soit, s'ils travaillent dans l'agriculture, jouissent de plus fortes concentrations de terres et/ou d'animaux. En dépit de la plus grande pauvreté dans les zones rurales, certains ménages ont trouvé des stratégies efficaces de croissance économique dans cet environnement.

Nature et sévérité des risques

Les risques naturels sont interliés à la nature agricole de l'économie rurale et son environnement sahélien. Les sécheresses cycliques réduisent la production agricole et déciment les troupeaux. Toutefois, les impacts de ces chocs varient considérablement en fonction de la saison agricole, de la zone agro-écologique, du type de culture et de l'irrigation des terres. Au cours des 25 dernières années, le Sénégal a connu six années qui pourraient être considérées des chocs au niveau de précipitation, caractérisées par les pluies tardives, irrégularité dans la distribution spatiale, et un fin précoce des pluies. Pendant les années de sécheresse, la perte de production d'arachide est estimée de 35 à 135 millions de dollars et pour le mil/sorgho de 24 à 60 millions de dollars. En dépit de la fragilité globale des précipitations, certaines localités sont affectées par des inondations (Saint-Louis, Matam, Louga, Tambacounda et Kolda) causant des morts, des déplacements, la destruction des infrastructures et d'importantes pertes de cultures et d'animaux.

Les animaux et les insectes nuisibles, les maladies des plantes et des animaux constituent d'autres risques. Le Sénégal subit régulièrement l'invasion des criquets pèlerins, les plus récentes en 1988 et en 2004. Contrairement à la sécheresse, les dégâts des criquets sont géographiquement sporadiques. Il a été estimé qu'environ 20 pour cent des ménages ruraux ont été affectés en 2004 avec des pertes de céréales estimées à moins de 50 000 tonnes (environ 14 millions de dollars) et des dégâts importants sur les

pâturages dans certaines régions. D'autres infestations endémiques affectant l'agriculture et le bétail sont moins spectaculaires mais peuvent causer des pertes considérables de production, comme les oiseaux granivores, les pucerons, la mouche blanche et diverses maladies animales. La prévention et le traitement des infestations parasitaires demeurent limités.

Les risques économiques dans les zones rurales sont liés à ceux d'une économie ouverte, aux changements des systèmes de production et commercialisation et aux risques affectant les revenus et le pouvoir d'achat. Si l'emploi constitue un risque économique majeur dans les zones urbaines, il ne se pose pas dans le Sénégal rural où l'essentiel des personnes travaillent de manière autonome ou sont engagées dans des activités informelles ou à temps partiel pour diversifier leurs revenus. L'arachide et les produits arachidières, principale culture d'exportation, ont vu leurs exportations décroître progressivement en raison de la mauvaise gestion des réformes du sous-secteur depuis le milieu des années quatre-vingt-dix, et de la diminution de la qualité des semences et des sols et des tendances à la baisse des cours sur les marchés internationaux au cours des dix dernières années. Le passage à une structure de marché libéralisée a provoqué des ruptures comme le manque d'accès à des intrants aussi cruciaux que les semences et les engrais. En 1994, la dévaluation du Franc CFA a amélioré la croissance économique globale mais cette croissance n'était pas strictement 'pour les pauvres' dans la mesure où les gains étaient moins apparents pour les producteurs ruraux en raison de la valeur réelle des cultures après la dévaluation et de l'érosion du pouvoir d'achat en milieu rural.

Les populations rurales sont plus exposées aux chocs sanitaires et sont confrontées à de plus grandes contraintes dans l'accès aux services sanitaires. Le paludisme est le problème de santé le plus répandu au Sénégal. Au niveau national, le paludisme compte un taux de 31 pour cent de morbidité et de 32 pour cent de mortalité et frappe plus fréquemment les populations rurales. Il est estimé que les effets directs et indirects du paludisme réduisent le PIB de 0,35 pour cent au Sénégal. La mortalité infantile, la mortalité maternelle et la malnutrition des enfants sont également beaucoup plus élevées dans les zones rurales. Contribuant aux taux élevés de mortalité maternelle en zone rurale, 45 pour cent des femmes accouchent soit seules soit avec des membres de la famille ou des amies alors que seulement 12 pour cent des naissances en milieu urbain se déroulent dans des conditions aussi risquées. Bien que le Sénégal enregistre un des plus faibles taux de prévalence du VIH en Afrique sub-saharienne, avec une estimation de 1,5 pour cent de la population adulte, les risques pour les populations rurales proviennent de la transmission par les travailleurs migrants, d'une moindre connaissance de la prévention et des options de traitement et d'un moindre accès aux services de dépistage et au traitement.

Les populations rurales ont tendance à avoir moins recours aux services de santé que les habitants des villes. Malades, deux-tiers des ménages ruraux s'adressent à des services de santé contre trois-quarts de résidents urbains, déclinant par niveau de pauvreté. Fait plus important, les résidents ruraux ont accès à des services de santé de qualité inférieure, s'adressent davantage aux guérisseurs traditionnels au lieu des centres de santé et aux hôpitaux publics et privés. L'accès financier apparaît comme étant un facteur important, tandis que l'accès physique et la perception de qualité des services. Sur

les résidents ruraux ayant dit avoir été malades, 40 pour cent n'ont pas suivi de traitement, le trouvant trop onéreux, mais cette perception de coût est inter liée avec distance et qualité.

Les risques pour l'accumulation éducative sont l'absence d'inscription, l'abandon scolaire en cours d'année ou entre deux années ou la non acquisition d'une base de compétences suffisantes. Le taux brut de scolarisation est estimé à 95 pour cent dans les zones urbaines et à 70 pour cent dans les zones rurales. Cela signifie que plus de 300 000 enfants en âge de fréquenter l'école primaire en milieu rural ne vont pas à l'école, dont un-tiers dans la région de Diourbel et un nombre considérable à Kaolack et à Louga. On n'enregistre guère de différences entre les taux de fréquentation scolaire selon les quintiles de pauvreté, ce qui n'est pas le cas pour les zones urbaines. Les obstacles à l'accès physique ayant commencé de s'aplanir grâce aux investissements massifs en salles de classe, les facteurs liés à la demande et les problèmes de qualité et de coût prennent une place plus importante. Les facteurs semblant le plus freiner le niveau d'instruction primaire en milieu rural sont les maladies de l'enfant, le manque de perception de la pertinence (en raison de la combinaison des faibles retours de l'éducation primaire dans les zones rurales, les faibles niveaux de scolarisation des parents et les préférences parentales pour l'enseignement religieux et arabe), le travail des enfants et les décisions économiques prises en période de bonnes et/ou de mauvaises récoltes.

Le conflit régional en Casamance et l'occurrence au niveau de la communauté et des ménages de vols, de conflits de propriété et de violence sont les principales sources de risques sociaux en milieu rural au Sénégal. Le conflit en Casamance depuis le début es années quatre-vingt, a déplacé des populations, a laissé des personnes handicapées par les mines terrestres, détruit les infrastructures, abouti à une perte de recettes touristiques et des investissements privés et un ralentissement des investissements publics. A l'échelle nationale, le vol de bétail constitue un problème croissant et accroît la vulnérabilité, compte tenu du fait que le bétail est considéré comme un capital de richesse et une valeur refuge contre les chocs.

La majorité des villages subissent des chocs négatifs multiples. Plus le nombre de chocs est élevé, plus grande est la probabilité que les villages perçoivent l'aggravation de la situation. Quoiqu'il en soit, au sein d'un même village, ces chocs frappent les ménages de manière différente. En raison de l'étroitesse de ses liens avec la production agricole, les schémas climatiques et les conditions atmosphériques, l'aspect saisonnier est important au regard de la vulnérabilité. Cette période critique, appelée 'période de soudure', exacerbe les cercles vicieux et enregistre un accroissement des vulnérabilités. La demande de main d'œuvre en période de pointe correspond aux pires périodes de malnutrition et de paludisme. La période la plus impaludée coïncide également avec la saison des pluies où le transport des interventions sanitaires d'urgence est le plus difficile. Le manque de revenus disponibles lors de la période précédant les récoltes coïncide avec les plus grands besoins de liquidités pour payer les traitements médicaux et peut retarder l'entrée des enfants à l'école dans la mesure où les rémunérations n'interviennent qu'après la récolte.

Mécanismes de gestion des risques informels et axés sur les forces du marché

Les ménages et les communautés cherchent à réduire leur vulnérabilité par des pratiques anciennes de gestion des risques face aux caprices de la vie dans le Sahel. Les stratégies informelles de prévention des chocs revêtent de nombreuses formes dont la vaccination des enfants et du bétail, l'irrigation, le déboisement pour prévenir les feux de brousse, etc. Les stratégies d'atténuation de l'impact des chocs se centrent sur la diversification de la production et des recettes. Dans le cadre de cultures sous-pluie, tout au long des années quatre-vingt-dix, une diversification a été enregistrée depuis l'arachide et les autres cultures ayant été le plus affectées par les conditions atmosphériques adverses vers des cultures comme la pastèque et le niébé. Les stratégies d'adaptation portent sur la réduction quantitative et qualitative des rations alimentaires, la vente d'animaux, l'utilisation de médecines traditionnelles, la non-inscription des enfants à l'école et le recours aux migrations temporaires.

Les réseaux sociaux et les organisations locales constituent la ligne de front de la défense contre les chocs frappant les ménages. Les organisations religieuses, les groupements de femmes, les clubs d'épargne informels (*tontines*) et les organisations culturelles et sportives se retrouvent dans la vaste majorité des communautés rurales et ils regroupent toutes les catégories de revenus de manière égalitaire. Les associations basées sur l'apprentissage à la gestion de l'eau et à la santé sont moins courantes et peuvent davantage procéder par exclusion en termes d'adhésion. Les ménages ruraux contribuent financièrement au maintien de ces réseaux, indépendamment de niveau de pauvreté.

Les ménages s'efforcent également de se diversifier contre les risques ruraux par la voie de l'émigration. Bien que les mariages et les autres événements familiaux soient la raison première de migration rurale, un nombre considérable de ménages migrants invoque des raisons économiques (manque d'emplois, nouveau lieu d'implantation, accès aux terres). Les migrations internationales se sont développées en importance et l'on estime qu'un demi-million de Sénégalais résident à l'étranger. En termes de statistiques, c'est l'émigration vers d'autres nations africaines qui compte le plus de ressortissants sénégalais. De cette émigration, les envois internationaux vers le Sénégal sont en croissance constante et représentent environ 6 pour cent du PIB du Sénégal. Certaines anecdotes donnent à penser que, dans certaines régions, ces envois peuvent constituer une source de revenus importante, voire prédominante. Les systèmes informels de transfert sont moins onéreux que les systèmes financiers formels mais comportent plus de risques. Les transferts formels sont en grande partie effectués par la Poste et sa représentation rurale étendue et, de plus en plus, par les institutions de microfinance (IMF).

Parmi les mécanismes de gestion des risques fondés sur le marché, les instruments financiers modernes, dont l'épargne et le crédit, sont des outils essentiels de lissage et de croissance de la consommation. L'accumulation d'épargne dans des centres d'épargne permet un aplanissement suffisant de la consommation face aux chocs, une auto-assurance contre les risques, une sécurité pour l'accumulation de richesse et un renforcement de la solvabilité. Outre l'investissement et la croissance, en termes financiers, le crédit est crucial pour lisser la consommation face aux urgences. L'essentiel de l'épargne rurale est encore de type 'bas de laine' bien que l'épargne financière, tant formelle qu'informelle, croît en

importance. Le secteur de la finance est florissant au Sénégal depuis quelques années. Les zones rurales constituent un segment important du marché pour plusieurs IMF majeures. Toutefois, l'essentiel du crédit agricole provient de la banque commerciale parapublique CNCAS.

L'assurance aide les ménages à atténuer les effets adverses sur leurs revenus et leur consommation des crises sanitaires, des décès, des handicaps, de la vieillesse, des pertes de cultures, des faillites et des pertes commerciales dues aux vols, aux incendies et aux accidents. Les mécanismes d'assurance formels sont extrêmement limités au Sénégal et virtuellement non-existants dans les zones rurales. Le segment le plus actif du marché de l'assurance comprend les mutuelles de santé qui se sont considérablement développées depuis certaines initiatives pilotes au milieu des années quatre-vingt et elles sont à l'heure actuelle plus de 90 à travers la nation avec 66 000 membres payants et un total de 220 000 bénéficiaires ; selon les estimations de certains chercheurs, bien moins de 10 pour cent du total des bénéficiaires se trouvent dans les zones rurales, la plupart dans des mutuelles de santé communautaires. Il semble qu'il existe un potentiel d'expansion de l'assurance maladie à travers les coopératives et les fédérations de producteurs à plus grande échelle ainsi qu'à travers les initiatives pilotes des IMF.

Politiques et dépenses du secteur public en faveur de la gestion des risques

Les activités de gestion du risque sont réparties entre plusieurs ministères et agences, parmi lesquels : (a) le Ministère de la femme, de la famille et du développement social et le Ministère de la Solidarité Nationale (MFFDS/SN) ; (b) le Ministère de la Santé et de la Prévention médicale ; (c) le Ministère de l'Education; (d) le Ministère du Travail, de la Fonction publique et les Organisations professionnelles ; (e) le Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Entreprenariat féminin et de la Micro-finance ; (f) le Ministère en charge de l'Agriculture, de l'Hydraulique et de l'Elevage ; (g) le Ministère de l'Intérieur et (h) le Ministère de la Jeunesse ainsi que des programmes sélectionnés sous la supervision de la Primature.

Le Gouvernement a consacré 43 millions de dollars en 2004 à l'assistance sociale, aux filets de sécurité et à la gestion des catastrophes, y compris les programmes de développement communautaire du MFFDS. Le point focal de la gestion des catastrophes et le Département de la Protection civile du Ministère de l'Intérieur, appuyé par le MFFDS/SN et des ONG comme la Croix Rouge pour assurer des approvisionnements d'urgence, des liquidités et des matériaux de reconstruction. Le Ministère de l'Agriculture répond aux effets consécutifs sur la capacité de production. Les réactions aux inondations de 2003-2004 ont été accélérées du fait des secours dispensés aux sinistrés par le Fonds de Solidarité nationale récemment créé. Mais les approches parallèles de comités communautaires et la distribution du haut vers le bas par les responsables locaux peuvent en réduire l'efficacité et créer des chevauchements.

Pour l'assistance sociale et les filets de sécurité, le Ministère de la femme, de la famille et du développement social (MFFDS) et le Ministère de la Solidarité Nationale (MSN)

Education (dépenses totales au titre de l'enseignement primaire en milieu rural)	26,1	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 300 000 enfants des zones rurales ne fréquentent pas l'école ▪ Dépenses de fonctionnement par élève en milieu rural : 58 dollar E.U. par année ▪ Les cantines scolaires coûtent au total 21 dollar E.U. par an par bénéficiaire des repas offerts par le Programme alimentaire mondial (PAM) – mais difficulté à atteindre les enfants les plus pauvres – 511 000 enfants des zones rurales ne bénéficient pas de ce repas à l'école ▪ Les facteurs liés à la demande constituent un défi majeur
Création d'emplois	1,8	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Dans l'ensemble, la couverture des programmes pour l'emploi (via les crédits et la formation) est faible et centrée sur les villes. Suivant le scénario le plus optimiste, 25 000 emplois ont été créés soit pour 1% des personnes âgées de 20 à 40 ans. ▪ Pas d'informations consolidées à propos des emplois créés dans le secteur des travaux d'infrastructures ni de programmation liée aux activités saisonnières en milieu rural ▪ Il est démontré que les programmes de création d'infrastructures rurales centrés sur la lutte contre la pauvreté arrivent jusqu'aux communautés rurales les plus pauvres – la gestion décentralisée crée des multiplicateurs économiques locaux
Epargne et crédit (total des diverses lignes de crédit – y compris les programmes de crédit créant les catégories de secteurs ci-dessus)	9,5	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Non compris les fonds pour l'agriculture (FB, FG) qui sont canalisés au niveau de la Caisse Nationale de Crédit Agricole du Sénégal (CNCAS). Les lignes de crédit représentent 7% de l'ensemble des crédits octroyés par les SFD. ▪ Taux de remboursement plus bas pour les lignes de crédit octroyées par le gouvernement à travers les SFD et la CNCAS ▪ La sélection des bénéficiaires défavorise l'accès des ménages ruraux et des ménages les plus démunis – Informations sur le nombre total de bénéficiaires ne sont pas disponibles dans le cas de nombreux programmes ▪ Contradictions avec les stratégies d'expansion soutenue de la microfinance

Partie IV: Principales options de réforme des politiques et priorités des dépenses

Améliorer le ciblage, la pertinence et l'impact du filet de sécurité social émergent

- la multiplicité des institutions crée un manque de cohérence, de dispersion des efforts et de double emploi
- Fusion des divers transferts aux groupes vulnérables (femmes, personnes âgées, handicapés, etc.) en un ensemble cohérent d'interventions
- Passage du mode actuel de 'transfert sans condition' à une focalisation programmatique sur l'aide aux groupes ciblés pour les rendre moins vulnérables
- Une plus étroite concentration sur les groupes réellement vulnérables
- Amélioration du cadre juridique

Une approche intégrée de la gestion des catastrophes

- Intégrer des interventions en cas de catastrophe naturelle : Les interventions en cas de risques liés à la personne (pertes de vie, besoin de secours provisoire en nourriture, en argent, en matériels) doivent être intégrées aux interventions lors des risques liés à la production (pertes de cultures, de semences, de bétail).
- Réduire le temps et le coût de réaction grâce à des systèmes d'alerte rapide
- Mieux identifier les populations affectées et l'ampleur des dommages
- Investissements dans la prévention des chocs

Meilleure gestion des risques agricoles

- Besoin d'une évaluation de l'expérience vécue ces dernières années avec la création des fonds de sécurisation du crédit agricole et notamment les effets distorsionnaires potentiels sur le comportement du crédit, et les effets sur la situation des finances rurales plus large.
- Considérer l'applicabilité d'instruments d'assurance-récolte, comme l'assurance-récolte basée sur l'indice météorologique
- Prévenir les chocs en développant l'irrigation, y compris les petits réseaux d'irrigation par l'eau souterraine dans le Bassin arachidier, et facilitant l'accès aux technologies appropriées, la recherche, la dissémination et la formation des organisations de producteurs.
- Revoir la politique d'annulation générale de la dette rurale
- Développer de meilleurs outils d'information pour soutenir le système de gestion des risques agricoles, y compris un recensement du Bétail et une Carte professionnelle électronique.

Améliorer la santé rurale

- L'investissement dans de meilleurs services communautaires, y compris l'équipement et le matériel d'actions communautaires
- La Phase II du PNDS propose des incitations en direction des travailleurs de la santé dans les zones 'difficiles'
- l'accessibilité financière par l'expansion des mutuelles de santé et l'exonération des paiements pour les indigents et les groupes vulnérables
- Dans la prévention du paludisme par la distribution de moustiquaires, le réseau existant d'ONGs et de structures sanitaires rurales n'atteint pas la majorité des résidents ruraux
- Les modèles pour la prévention de la malnutrition devraient être étendu
- Les efforts vers le VIH/SIDA devraient être ciblés à la spécificité des risques et caractéristiques des populations rurales et les modes de traitement diversifiés afin d'augmenter son accessibilité
- Les mutuelles de santé à base communautaire peuvent accroître l'utilisation des services de santé et atténuer les effets économiques de la maladie

Améliorer les résultats de l'éducation

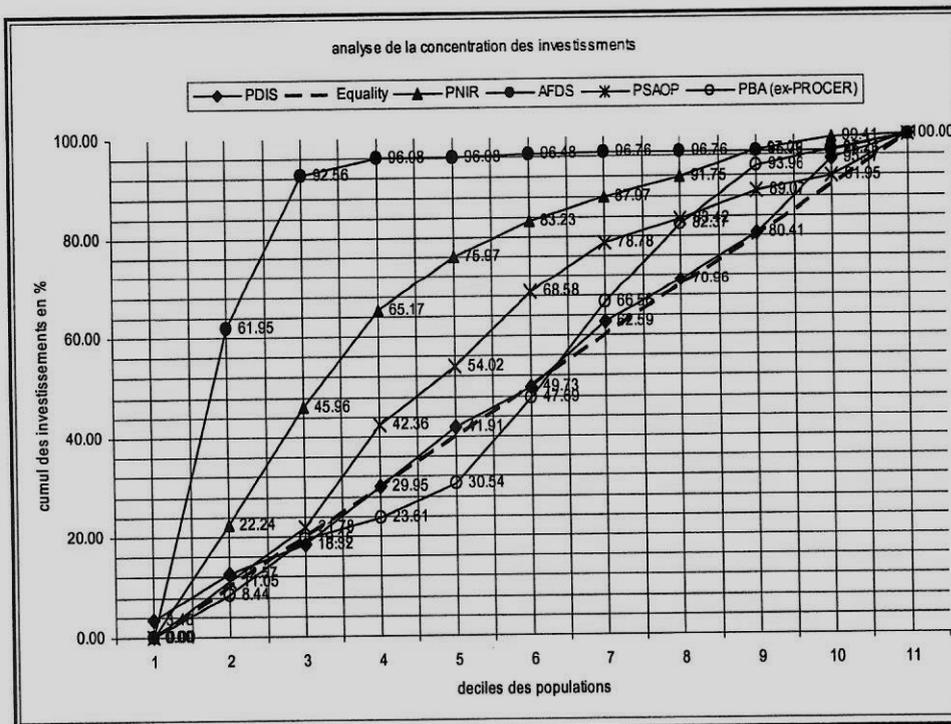
- Développement d'un programme élargi de cantines scolaires dans les zones rurales
- Diversification des programmes d'éducation pertinents pour les populations rurales, y compris la langue d'enseignement et les préoccupations liées au programme scolaire local
- Identification d'options visant à traiter les compromis auxquels font face les parents, entre d'un côté la main-d'œuvre agricole et les cycles agricoles en général, et de l'autre, la scolarisation
- Dans le cadre des programmes d'assistance sociale, conditionner la scolarisation à la réception du soutien offert par le MFFSSD aux orphelins, aux enfants à risque, aux handicapés etc. et inclure dans ce soutien des provisions pour les dépenses scolaires
- Expansion du programme de santé en milieu scolaire pour approfondir la couverture rurale

Diversification des revenus ruraux et services financiers étendus

- Programme de travaux ruraux d'intérêt public (ou meilleure focalisation sur l'emploi des programmes d'infrastructure rurale existants)
- Evaluation des leçons tirées des projets générateurs de revenus dans les zones rurales
- Expansion des mécanismes d'épargne et de crédit.
- Pour optimiser l'impact des envois de fonds, une meilleure information sur les services de transfert et leurs coûts, attirer les envois de fonds dans les instruments ou programmes de comme par exemple les régimes de pension ou les entreprises commerciales, ou la négociation d'une réduction dans les frais des services de transferts internationaux.

● ● ● Pour une répartition plus équitable des biens publics aux zones rurales

- Dans l'ensemble, les investissements et dépenses publics sont orientés vers les zones urbaines
- la présente étude a confirmé un nombre croissant de mécanismes de prestation efficaces, pour les investissements dans les zones rurales





**La révision de son Document de
stratégie de réduction de la pauvreté et
le développement d'une stratégie
nationale de protection sociale offrent au
Gouvernement l'occasion de souligner l'
importance de risque et vulnérabilité
pour la réduction de la pauvreté et de
rendre ces liens multisectoriels plus
explicités**